

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Communiqué n°45 de la campagne de D&S pour faire
gagner la gauche

Ségolène Royal vainqueur du débat sur la forme et le fond

- Politique - Communiqués "anti-Sarko" -

Date de mise en ligne : jeudi 3 mai 2007

Démocratie & Socialisme

Tout avait été dit sur le fait que Ségolène Royal n'aurait pas les capacités d'être présidente, n'avait pas la compétence, n'avais pas la cohérence !

Hé, bien , en s'y frottant dans le seul débat qui les aura opposé, Nicolas Sarkozy aura senti tout le poids de cette erreur de jugement.

Dès les premières minutes, Ségolène Royal a pris les devants, et s'est imposée, quasi de bout en bout, combative, pugnace, ouvrant d'emblée la question de l'aggravation de l'insécurité sociale au terme de cinq années où Sarkozy était au pouvoir...

Puis elle a abordé du début à la fin la question des injustices sociales, des banlieues à l'école, du travail aux retraites, des services publics à l'harmonisation sociale par le haut en Europe.

Ségolène Royal a pris à contre-pied à maintes reprises Nicolas Sarkozy, sur les 35 h, les heures supplémentaires, les salaires, la remise à plat de la réforme Fillon, le refus de supprimer un fonctionnaire sur deux, les investissements en moyens et en effectifs, dans l'école publique, la création par referendum d'une sixième République, jusqu'à ce moment où elle a démasqué avec une saine et juste colère les phrases sans contenu concret du candidat de la majorité de droite sortante sur l'accueil des handicapés à l'école.

L'autre osait, après avoir supprimé 7000 postes d'accueil pour les handicapés dans les écoles, en cinq ans, promettre un "droit opposable" à condition de se pourvoir devant les tribunaux pour les familles des enfants handicapés ! Il convenait de dénoncer cette hypocrisie : Sarkozy ose répondre que Ségolène Royal "perd ses nerfs", sans doute parce qu'elle est une femme. Avec assurance et autorité, Ségolène Royal lui rétorque que "non, elle est en colère" et qu'il y a matière, que tous les mensonges ne sont pas possibles en politique, qu'il y a immoralité à raconter de telles contre-vérités.

Sarkozy rongait son frein, essayait quelques impertinences avec le ton donneur de leçon avec question qui lui est habituel, mais n'a pu s'empêcher deux piques basses et assez honteuses contre François Hollande. En face de lui, tout éléments de comparaison gardés, il n'y a pas photo, c'était une femme de classe et une femme de gauche.

Sarkozy s'embrouille sur les 35 h feignant sans cesse d'y voir l'origine de tous nos maux, mais admettant, en dépit d'un tel jugement de ne pas les remettre en cause, confirmant même vouloir maintenir "une durée légale hebdomadaire à 35 h" (sic). Ségolène Royal a beau jeu, dès lors, de souligner que c'est "parce que c'est un grand acquis social" si Sarkozy est dans une telle contradiction ! On ajoutera que 100 % des salariés à temps plein bénéficient des 35 h, qu'elles n'ont pas été remises en cause et que cette loi est généralisée, déjà sans exception. Mais quand Sarkozy dit que pour lui, 35 h, c'est "un minimum", il montre qu'il ignore que 3,7 millions de salariés (85 % de femmes, 80 % de non qualifiés) sont à temps partiel et rêvent des 35 h ! Il ignore aussi que les vrais chiffres du chômage, font que 4 millions de chômeurs rêvent aussi des 35 h... Il ignore aussi qu'il y a déjà des centaines de millions d'heures supplémentaires contraintes, pas déclarées, pas majorées, pas contrôlées, pas payées... Il dissimule qu'avec Fillon, depuis cinq ans, il a pris de nombreuses et sévères lois pour allonger la durée du travail en forçant des millions de travailleurs, à travailler plus en gagnant moins.

Qui le sait ? Sarkozy est un menteur immoral qui se permet n'importe quoi en proposant de porter la majoration des heures comprises entre 35 et 39 h de 10 % de majoration à 25 % de majoration, car cela était prévu par la gauche

dés 2002 et aurait dû être mis en place le 1er janvier 2005, ... mais ce sont Sarkozy et Fillon qui ont empêché cela et maintenu les 10 % au lieu de 25 %... jusqu'au 1er janvier 2008...

De même Sarkozy et Fillon ont déjà allongé le contingent annuel de 130 à 180 h et à 220 h (et même plus par accords) faisant travailler les salariés plus en gagnant moins (toute heure hors contingent est majorée de 100 %). Ils ont aussi ouvert la contrainte de recevoir de l'argent en échange de ses congés payés, d'être au forfait jour et ils ont fait voter "que les temps de déplacement professionnels n'étaient pas du temps de travail effectif". Comme l'a dit Ségolène Royal aucun salarié n'est "libre" de faire des heures supplémentaires, ils sont subordonnés et seul l'employeur en décide, comme l'a dit Ségolène, il y a aussi la fatigue, la souffrance au travail, les accidents du travail et les maladies professionnelles...

Enfin faire travailler plus ceux qui ont déjà un emploi ne peut se faire qu'en limitant les embauches.

Ce n'est pas vrai que "c'est le travail qui crée du travail" (Sauvy, Raffarin, Parisot, Sarkozy) : car si le travail est en effet, nous le croyons, une comète en expansion infinie, si ce n'est pas un gâteau fermé à partager, il y a du travail possible pour tous ! Mais même dans une société de travail en expansion, le surtravail des uns crée le sous travail des autres ! Le partage actuel du travail se fait violemment avec du surtravail, du sous travail (temps partiels) et des sans travail. Il faut corriger cela par des règles diminuant, contrôlant les durées réelles du travail, les rapprochant des 35 h...

Sur les retraites, il y a un choix de société :

L'espérance de vie s'est allongée aussi parce que la retraite était à 60 ans, et parfois, dans deux cas sur trois, avant 60 ans (chômage, maladies, inaptitudes). La moyenne de durée du travail réelle des Français est toujours de 37, 5 annuités : vouloir les faire travailler 41 annuités pour mériter une retraite décente est une pure escroquerie. Conditionner le niveau de cotisations à 41 voire 42 annuités de travail est une exigence inaccessible pour 9 français sur 10. Calculer la retraite sur les 25 meilleures années est aussi une exigence visant à introduire la pauvreté chez les "seniors". L'espérance de vie est inégale : un écart d'au moins 7 ans entre un ouvrier et un cadre... La pénibilité physique et mentale au travail s'accroît dans les conditions de productivité accrue et de stress au travail : rallonger les durées de cotisations, c'est faire travailler jusqu'à 65 voire 67 ans, (fin de formation à 25 ans, 27 ans en universités).

Le faire avec des CDD (contrats dernière embauche, de M. de Villepin, deux fois 18 mois de Cdd en précarité), c'est augmenter maladies, arrêts, accidents du travail, diminuer l'espérance de vie en conséquence ! Il faut tout remettre à plat... On peut, on doit hausser les cotisations salariales et patronales pour garantir les retraites à 60 ans. Quand aux retraites des régimes spéciaux, leur coût réel c'est epsilon, et on a entendu toujours les mêmes mensonges : ils cotisent encore 37,5 annuités mais cotisent davantage à un taux plus élevé !

Mais Sarkozy ne veut pas : il répète qu'il "dit tout avant pour pouvoir tout faire après". En fait contrairement à Ségolène Royal qui a répété qu'elle organiserait des négociations entre partenaires sociaux, Sarkozy tout en se disant lui aussi "pour le dialogue social" affirme que "le calendrier démocratique politique ne peut pas être bafoué par le calendrier des organisations syndicales". Que "les élections, cela sert à quelque chose, ce ne sont pas les manifestants qui font le programme électoral des candidats. » Il a donc, par exemple proposer de supprimer le premier tour réservé aux syndicats, aux élections professionnelles, veut modifier tout le droit de grève, toutes les règles de représentativité syndicale, sans la moindre concertation... En fait Sarkozy veut couler les syndicats et c'est pour cela qu'il a déclaré vouloir « liquider mai 68 »

Sur les impôts, on a entendu que Ségolène Royal envisage des taxes sur les profits boursiers, mais que Sarkozy

veut un « bouclier fiscal » pour protéger les 16 000 familles qui paient la tranche supérieure de l'ISF. Pas plus de 60 % de leurs millions d'euros de stocks options... il va, à ce titre, jusqu'à faire rembourser 7 millions d'euros à une femme qui possède un patrimoine de 400 millions d'euros. Sarkozy est pour les impôts injustes, proportionnels et indirects (TVA, TIP, taxes locales et d'habitations) et il est contre les impôts justes, progressive et directs (IR, IS, ISF, TIIPP)

Certes, il a manqué de parler de redistribution des richesses dans notre France d'aujourd'hui si riche, cela aurait conforté profondément le discours de la candidate aux moments cruciaux, pour expliquer combien il était possible de hausser les salaires au détriment des profits abondants, excessifs, non re investis, non redistribués. Pour gagner face à un candidat qui se dit de « droite décomplexée » fidèle au Medef on voit bien qu'on a intérêt à une "gauche décomplexée » qui veut être elle même et fidèle aux travailleurs.

On peut encore souligner le clivage sur la suppression des 5000 postes a la rentrée 2007 dans les écoles. Le soutien de « Sauvons la recherche » à Ségolène Royal. Le choix d'associer les Français par referendum à tout nouveau progrès sur l'Europe (alors que Sarkozy propose de décider sans eux). Le choix d'un referendum de la part de Ségolène pour de nouvelles institutions... Clarté, nouveauté, changement, contre le candidat de la majorité sortante, le candidat du Medef, celui du Cac 40, celui qui dispute sur le terrain des idées de Le Pen, les voix de Le Pen...

Tout au long du débat, on a vu le clivage gauche-droite, un choix de société, deux conceptions de la France, celle autoritaire incarnée par le candidat des puissances d'argent, et celle neuve, démocratique, sociale, d'une femme courageuse, qui pour la première fois aux yeux, du monde peut incarner la République française.

Celui qui prétend que c'est « blanc bonnet et bonnet blanc » est inconscient ou de mauvaise foi, rien ne justifie qu'un salarié ne vote pas Ségolène a moins de méconnaître ses droits et de n'avoir pas lu, pas entendu, et de sous estimer toutes les menaces considérables contenues contre le monde du travail dans le programme du candidat de droit UMP.

D'un côté l'homme des actionnaires, du Medef, du Cac 40. De l'autre la candidate de gauche, du salariat.

Le choix est clair. Ne pas se tromper, pas de session de rattrapage, après face à Sarkozy-Bush-Thatcher-Berlusconi il sera trop tard !

Avec l'un, 5' d'erreur dans l'urne, et cinq ans de malheur, de blocage, de pillage des salaires.

Avec l'autre, cinq ans où l'on peut peser, changer les choses pour les salariés, les jeunes, les femmes, les chômeurs, les retraités.

Encore trois jours pour faire la différence, cela se joue dans un mouchoir de poche,

Que partout chacun débattre, travaille, convainque pour que pas une voix ne manque à Ségolène Royal.

Gérard Filoche, le 2 mai, 24 h